

SOCIÉTÉ

Ceux à qui on refuse d'apprendre à lire

« Lire et Écrire » dénonce les mesures qui excluent de plus en plus de personnes qui veulent pourtant apprendre.

• **Alain WOLWERTZ**

Lors de chaque Journée mondiale de l'alphabétisation – c'est ce lundi 8 septembre – on nous ressort les mêmes chiffres : en Belgique, une personne sur dix est analphabète ou illettrée. Si cette statistique n'évolue pas c'est aussi... parce qu'on n'a pas vraiment de statistiques (voir ci-contre).

Mais ce que mesurent par contre sur le terrain ceux qui les prennent en charge, c'est l'accroissement de la catégorisation de ces personnes en difficulté avec les lettres. Avec, d'une part, une mise au ban de plus en plus tangible de ceux qui recherchent un emploi.

« L'accès à l'emploi est de plus en plus difficile pour les person-

nes en difficulté de lecture et d'écriture, constate Sylvie Pinchart, directrice de l'ASBL Lire et Écrire. Il y a très souvent des tests qui font appel à

l'écrit pour l'accès à des métiers techniques et professionnels. Ce n'était pas le cas avant. C'est un gâchis car on refuse des places à des personnes pourtant très qualifiées dans leur domaine. Tout comme il y a de plus en plus souvent des filtres par l'écrit pour les formations qualifiantes. »

Et bien, s'ils ne veulent plus être exclus ils n'ont qu'à apprendre à lire et écrire !

C'est précisément l'autre face d'un problème nouveau : s'il faut parfois pousser un crayon dans la main d'un certain public plus marginalisé, nombreux sont les personnes qui sont demandeuses d'apprendre. Encore faut-il pouvoir leur faire une place.

L'an dernier, l'ASBL d'alpha-

bétisation a pris en charge 16 500 personnes... et en a refusé 5 000 autres.

Des personnes qui ne sont pas demandeurs d'emploi, n'ont pas plus de 50 ans, ne sont pas primo arrivants, etc., et qui dès lors passent après

ceux qui répondent à ces conditions d'activation.

Des mesures d'activation qui excluent

Le problème, souligne l'ASBL, c'est que ces politiques d'activation sont toujours plus nombreuses : « cela oblige des associations comme la nôtre à abandonner des actions de formation en cours et donc des personnes qui se sont déjà investies dans un processus de formation pour "faire place" à ces nouveaux publics. »

C'est sur ces difficultés nouvelles et l'absence de moyens pour y faire face que l'ASBL Lire et Écrire veut donner un coup de projecteur à l'occasion de sa campagne annuelle de sensibilisation. Sous le slogan "L'Alpha a les boules !", près de 950 personnes (travailleurs, apprenants, sympathisants) de Lire et Écrire et des associations du secteur de l'alphabétisation se rassembleront lundi de 11 à 14 heures, devant la gare de Bruxelles-Central pour partager leur inquiétude. ■

Phénomène sous-estimé

En Fédération Wallonie-Bruxelles, aucune étude n'a eu lieu pour estimer le nombre de personnes analphabètes ou illettrées. « Il s'agit plutôt d'une évaluation, car ce type d'étude coûte cher, dit Sylvie Pinchart, directrice de l'ASBL Lire et Écrire. En réalité, il y a certainement plus de personnes concernées. » C'est très probable puisque, selon une étude menée dans le cadre d'un Programme de l'OCDE 15 % des Flamands de 16 à 65 ans (580 000 personnes) ne maîtrisent pas la lecture.

Mais les chiffres sont encore bien plus importants (en Wallonie-Bruxelles comme en Flandre) si l'on tient compte des personnes n'ayant pas obtenu le Certificat d'études de base et ceux ne maîtrisant pas les compétences correspondant à ce CEB. Deux critères retenus pour définir le public prioritaire pour les formations en alphabétisation. Ainsi, une enquête menée en 2010 montre que près de 700 000 personnes de 15 ans et plus ayant quitté l'enseignement et vivant en Fédération Wallonie-Bruxelles sont susceptibles de connaître des difficultés en lecture-écriture et dans la maîtrise des compétences de base.